

Merci monsieur le Président - mes salutations à tous,

Je compte m'entretenir aujourd'hui avec vous de certains aspects de la politique et des relations étrangères du Canada. Je sais que ces questions touchent de près tous ceux qui sont ici.

Lorsque le gouvernement auquel j'appartiens a été formé il y a trois mois, il a hérité d'une politique étrangère qui n'avait pas fait l'objet d'un examen exhaustif depuis une décennie. Et Dieu sait que le monde s'est métamorphosé rapidement pendant cette période. Les rapports de force ont beaucoup changé, et les superpuissances subissent aujourd'hui des contraintes tout à fait différentes. Le retour de la Chine sur la scène mondiale après une période d'isolement relatif a redessiné du tout au tout la carte politique. La décolonisation a pratiquement été menée à terme, ce qui a entraîné l'apparition d'un grand nombre de nouveaux États, dont certains reconnaissent aujourd'hui que leur petite taille compromet leurs aspirations à la prospérité économique et même à la sécurité nationale. À elles seules, les très fortes majorations du prix du pétrole décrétées par le cartel international connu sous le nom de l'OPEP ont tellement modifié l'équilibre économique de la planète que nos perceptions, vieilles de dix ans, ne peuvent manquer d'être dépassées.

À titre de gouvernement du Canada, il nous incombe de considérer d'un regard neuf le monde d'aujourd'hui et de voir quelle est la place du Canada. Notre accession récente au pouvoir nous en offre l'occasion tout indiquée. Je ne préjugerai pas des résultats de cet examen en affirmant que toutes nos politiques actuelles sont insuffisantes et inappropriées. À vrai dire, j'ai été impressionnée par la flexibilité avec laquelle nous avons relevé beaucoup de défis dans un monde en évolution constante. Toutefois, j'estime qu'il entre dans les compétences du secrétaire d'État aux Affaires extérieures de repenser sérieusement nos orientations.

Il vous intéressera peut-être de savoir de quelle manière j'entends faire exécuter cet examen. Je n'en connais pas encore les résultats, mais je vois déjà comment nous les obtiendrons.

Pendant la campagne électorale, mon parti s'est engagé avec beaucoup d'insistance à rendre le gouvernement plus ouvert et plus attentif. Pour ce faire, nous avons promis de revitaliser nos institutions parlementaires. Les députés sont, après tout, les représentants directs de la population et constituent le meilleur intermédiaire par lequel le gouvernement peut rester en contact avec l'opinion et les préoccupations de l'électorat. J'entends faire participer de près nos parlementaires à l'examen de la politique étrangère. Il serait malavisé de gaspiller pareilles ressources.